

LE COLLEGE DE BRUGES : UN SECOND SOUFFLE POUR L'EUROPE

UN ENTRETIEN AVEC M. LUKASZEWSKI, LE RECTEUR DE LA RELANCE...

L'élargissement du Marché commun s'est accompagné d'un commentaire unanime : l'Europe doit trouver son second souffle. Les participants au « sommet » de Paris n'étaient pas seuls à proclamer cette nécessité dont ils ont fait vertu. A Bruges, les membres d'une petite communauté, microcosme d'un continent qui entend bien ne pas se compter éternellement par neuf, veulent, eux aussi, trouver pour eux-mêmes ce fameux « second souffle ». Cette petite communauté, c'est celle du Collège d'Europe qui, depuis 1949, pense cet avenir européen que les hommes politiques ont tant de mal à façonner. Si nul n'est prophète en son pays, bien peu de gens au demeurant en savent toutes les ressources. A cet égard, trop peu de Belges encore connaissent ce laboratoire d'analyses européennes qu'est l'institution de Bruges.

Cette ignorance, nous confie le nouveau recteur, M. Lukaszewski qui a succédé au « père fondateur » Henri Brugmans, n'est certainement pas le fait des pouvoirs publics. Si l'on considère le budget total de notre institution, on s'aperçoit que la Belgique le finance à concurrence d'à peu près quarante-quatre pour cent. C'est beaucoup, mais, voyez-vous, nos ambitions sont à la mesure du rôle que nous voulons et que nous devons jouer et dès lors... Jerzy Lukaszewski se veut l'homme du « second souffle ». On le sent à l'étroit dans la respectable bâtisse qui borde un canal bien tranquille.

« Nous sommes arrivés aux limites de ce qu'il était possible d'entreprendre avec notre taille et nos ressources actuelles.

« Nous avons entamé, il y a vingt ans, une expérience de laboratoire qui consistait à faire vivre en commun une bonne cinquantaine d'étudiants venus principalement d'Europe, mais aussi d'Amérique et, quelquefois, du tiers monde, car nous n'imaginons pas une Europe qui se replierait sur elle-même, fût-ce pour méditer sur son propre destin. Évidemment, cette expérience

collégiale un peu confinée et ce qu'ils qualifiaient de « paternalisme ».

Un institut pas comme les autres

Il est vrai que Bruges n'est pas un institut européen comme un autre ; le collège ne dépend d'aucune université et, bien que financé par divers organismes et gouvernements, il a gardé la liberté d'élaborer librement ses programmes d'études. « Les universités belges, précise le recteur, ont certes souvent ouvert des instituts d'études européens d'un excellent niveau, mais nous restons différents d'eux car nous sommes internationaux par la composition de notre corps professoral et étudiantin et aussi par notre financement. Notre indépendance est notre force et notre faiblesse car elle nous oblige à négocier sans cesse notre survie et notre avenir. Déjà nous avons pu remettre à neuf certains de nos équipements et de nos locaux, grâce au soutien de la ville de Bruges, nous nous sommes dotés d'une bibliothèque moderne et bien fournie. Mais aujourd'hui, pour survivre ou, plus exactement, pour conserver notre raison d'être, c'est moins un changement qu'il nous faut faire qu'une mutation.

Les familiers du collège connaissent bien la raison qui pousse impérieusement au renouvellement de l'institution. Dans deux ans, l'institut européen universitaire de Florence ouvrira ses portes. Florence doit abriter plusieurs centaines d'étudiants, un corps professoral bien plus étoffé que celui de Bruges et « last but not least », bénéficiaire de contributions fixes mises à la charge des budgets nationaux des pays membres de la Communauté. Le danger, explique M. Lukaszewski, est que Florence monopolise la recherche et la réflexion pour ne plus nous laisser qu'un rôle de formation de cadres.

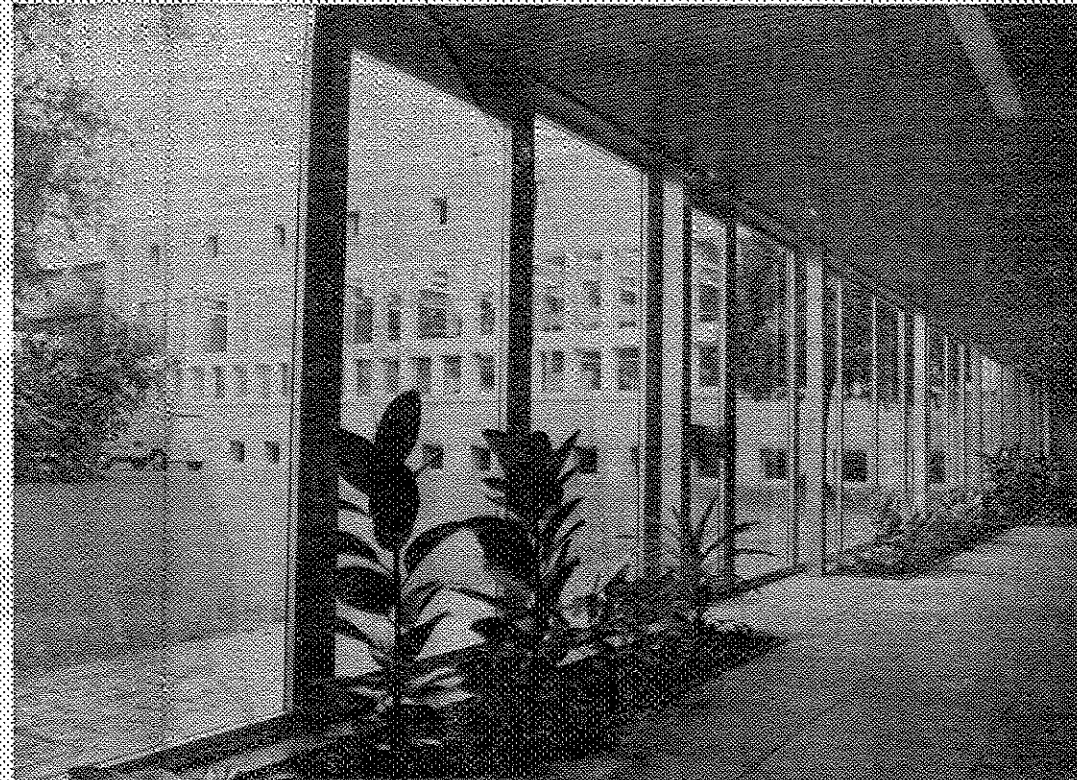
Comprenez-moi bien, poursuit le nouveau recteur qui n'aime pas l'équivoque. Florence est d'au-

comme des antagonistes à son égard. Il s'agit d'un nouveau foyer de l'intégration européenne qui a le mérite de repenser de façon aiguë le problème de notre propre vocation. Déjà nous avons recensé les objectifs à atteindre pour coexister harmonieusement avec notre « rivale ».

Les études d'abord

Le visage de notre interlocuteur, Polonais formé aux meilleures traditions académiques anglo-saxonnes et françaises, s'anime. Le collège est presque toujours une passion chez ceux qui y travaillent. « Nous devons atteindre le chiffre d'une centaine d'étudiants pour la prochaine année académique ; nous avons mis en chantier un programme de réforme des études souhaitée par les étudiants et qui supprime les cloisonnements trop rigides entre nos disciplines traditionnelles (droit, sciences politiques, économiques et sociales). Nous avons choisi la « pluridisciplinarité » qui consiste à juxtaposer des matières apparentées : l'étudiant se choisit ainsi une dominante assortie d'un certain nombre de cours supplémentaires. Nous voulons mieux séparer la vie sociale du collège du programme d'études. L'obligation de résider au home du collège sera levée et le bureau élu par les étudiants sera chargé de faire respecter le règlement d'ordre intérieur de l'institution ».

« Mais nos ambitions ne s'arrêtent pas là. Depuis plusieurs années déjà, le collège a élargi ses préoccupations et ses activités à toutes sortes d'aspects de la vie européenne en organisant dans ses murs divers colloques réunissant des spécialistes de nombreuses disciplines. Nous continuerons dans cette voie. Déjà, la C.E.E. nous a demandé d'assurer le recyclage d'une quarantaine de jeunes universitaires qu'elle engage chaque année. Mais il ne saurait être question de nous diluer. La priorité reste notre propre enseignement. Pour l'améliorer, nous devons très largement étoffer notre équipe d'enseignants et de chercheurs. C'est



Grâce à la ville de Bruges et à des dons privés, le Collège d'Europe a déjà pu moderniser une partie importante de ses installations; on peut voir ici le patio sur lequel donnent les fenêtres de la nouvelle bibliothèque.

ment des professeurs migrants qui se posent sur nos estrades comme les oiseaux sur la branche... »

Le nerf de la guerre

« Tout cela coûte cher ». Effectivement. Prévoyant la remarque, M. Lukaszewski nous remet une liasse de documents chiffrés. On y constate que la France, où le collège a recruté 24,7 p.c. de ses professeurs et 13,5 p.c. de ses étudiants, ne soutient les finances de l'institution qu'à concurrence d'un peu plus de deux pour cent. La République fédérale allemande, avec 12,6 p.c. des professeurs et 13,4 p.c. des étudiants, ne fournit le nerf de la guerre que pour un peu plus de quatre pour cent.

contribution de la Belgique. Mais il est vrai aussi que Bruges est située sur son sol et que cela lui crée des devoirs particuliers. Je dois à la vérité de dire que tous les hommes politiques que j'ai pu voir, et notamment les ministres Claes, Hurez, Harmel et Frank van Acker, de même que le bourgmestre de Bruges, M. van Maele, ont tous compris la nécessité de notre relance et qu'ils ont promis de nous aider.

« C'est également le cas de l'Italie qui, elle, a déjà augmenté son aide. Mais en Belgique même, nos démarches ne sont pas terminées et j'entends bien faire le tour de toutes les bonnes volontés officielles sans exclusive aucune ».

« C'est également le cas de l'Italie qui, elle, a déjà augmenté son aide. Mais en Belgique même, nos démarches ne sont pas terminées et j'entends bien faire le tour de toutes les bonnes volontés officielles sans exclusive aucune ».

« C'est également le cas de l'Italie qui, elle, a déjà augmenté son aide. Mais en Belgique même, nos démarches ne sont pas terminées et j'entends bien faire le tour de toutes les bonnes volontés officielles sans exclusive aucune ».

En guise d'adieu, nous posons au recteur une question qu'il se refuse à traiter comme une boutade : à quand le premier « Chinois ? ». Sa réponse :